

Notes de lecture

sociale (mais pas sur le comment : le montant du RMI ou les modes de calcul de l'indemnisation chômage ne sont pas du sujet), même si bien évidemment, du fait de son volume, tout ne peut être abordé.

LE TABOU DE LA GESTION, LA CULTURE SYNDICALE ENTRE CONTESTATION ET PROPOSITION

Jean Lojkine

Les éditions de l'Atelier. 1996, 266 pages, 130 francs.

A travers l'histoire des débats, au sein de la CGT depuis ses origines, sur l'intervention dans la gestion des entreprises, ce livre nous invite à une réflexion plus large sur la nature de l'action syndicale. Comment se situer par rapport à la gestion qui «reste l'affaire de la direction», sans tomber ni dans la «collaboration de classe», ni dans un refus systématique de prendre en considération les données économiques ? J. Lojkine, à partir de plusieurs exemples dans des secteurs différents, perçoit une troisième voie : celle de propositions alternatives qui tournent autour de quatre orientations : une nouvelle articulation entre service public et entreprise privée, la mise en cause des coûts autres que ceux du travail, la recherche de nouvelles activités pouvant créer de nouveaux débouchés, l'esquisse d'une autre efficacité sociale. Même si cet ouvrage est très imprégné des discussions internes à la CGT et du constat des «lenteurs de ses mutations culturelles», on y trouvera bien des échos de débats ayant également traversé la CFDT.

(Michel Capron)

L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE

Pierre Kopp

Editions La Découverte, collection Repères. 1997, 125 pages.

Pour faire une analyse économique de la consommation et du trafic de drogue, cet

excellent petit ouvrage tente la synthèse des travaux menés depuis vingt ans aux Etats-Unis et en Europe. Si l'auteur s'interroge sur la valeur de l'élasticité-prix, la forme de la courbe de demande ou le niveau de cartellisation de l'offre, ce n'est pas pour l'art mais bien pour fonder rationnellement des politiques publiques, car la drogue est aussi un marché et il convient d'en tenir compte, comme il serait indispensable de se donner des priorités et d'évaluer les dispositifs. Citons quelques lignes de la conclusion : «*La logique bureaucratique et la crainte des gouvernements de paraître timorés retardent la nécessaire discussion de la politique antidrogue; en attendant, la confusion engendre le gaspillage. Parce que la science économique évalue les mérites des politiques publiques en termes d'efficience, concept notablement moins idéologique que ceux qui président généralement aux choix en matière de drogue, elle contribuera certainement à ce que la politique de la drogue devienne une politique publique parmi d'autres.*»

(M.N.A.B.)

L'ENTREPRISE POLITIQUE

Frederik Mispelblom Beyer

Université d'Evry, centre Pierre Naville, septembre 1997.

Cet ouvrage constitue le n° 2/97 des «cahiers d'Evry» édités par l'Université d'Evry Val d'Essonne (e-mail : cpn@socio.univ-evry.fr). Sous-titré «*Tentative de construction d'un objet sociologique*», il commence par un préambule intitulé «*pour l'imagination sociologique fondée en raison*», à réserver strictement aux sociologues professionnels. Heureusement, le corps du texte est accessible aux amateurs, c'est-à-dire à ceux qui s'intéressent à l'entreprise et à la société sans pour autant nécessairement maîtriser le langage et les références de la discipline universitaire qui en a fait ses objets.

L'hypothèse centrale est la définition des entreprises comme «*l'une des modalités d'organisation de la population*», qui est à la fois «*une configuration de production, de distribution et de consommation*» et «*une al-*